

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19339 - 75ÈME ANNÉE

60 ans du PCR : préparation de la conférence idéologique internationale

Conférence-débat du PCR : « Un projet réunionnais de développement durable et solidaire »

La préparation de la conférence idéologique internationale organisée en octobre par le PCR dans le cadre de son 60e anniversaire se poursuivra vendredi à Saint-Denis. Une conférence-débat sera organisée à l'hôtel Austral, sur le thème « Un projet réunionnais de développement durable et solidaire ».

Dans le cadre de la préparation de la conférence idéologique du 60e anniversaire du PCR, un gala et trois conférences-débats sont programmés. Le premier s'est tenu à Saint-Paul le 5 juillet dernier sous le thème « Que représentent le PCR et son projet au bout de 60 ans ». Il a été marqué par la participation de nombreuses personnalités extérieures au PCR, dont certaines sont intervenues. Cette première avait permis de souligner le rôle joué au cours de ces 60 dernières années par le PCR, dans une histoire de La Réunion qui n'a commencé à s'écrire qu'il y a à peine 350 ans lors de l'arrivée de ses premiers habitants. Elle était organisée sous la forme d'un gala, avec notamment la projection du film « Sucre amer ».

Un gala et trois conférences débats

À ce gala doivent succéder trois conférences débats organisées

dans différentes régions de l'île. C'est le thème du développement durable qui sera à l'honneur vendredi à l'hôtel Austral à Saint-Denis. La rencontre est en effet intitulée « Un projet réunionnais de développement durable et solidaire ».

Deux interventions liminaires sont prévues. Julie Pontalba ouvrira la conférence en présentant un exposé intitulé « d'une île encore inhabitée, il y a 350 ans, à la responsabilité de la gestion publique du « bien commun » ». Georges Gauvin interviendra ensuite sur le thème : « Du Plan de survie du PCR à la construction d'une civilisation « bas carbone » ».

La parole sera ensuite donnée aux participants qui souhaitent s'exprimer publiquement.

Rappelons que dans le cadre de son 60e anniversaire, le PCR a invité plusieurs partis communistes à participer à une conférence idéologique internationale devant se dérouler au mois d'octobre. Cet événement politique de haut niveau permettra des échanges d'expérience sur la manière de faire face aux défis du 21e siècle.

Dans le domaine du développement durable, le Parti communiste réunionnais a entamé une réflexion bien avant que ce thème soit à la mode. En 1975, soit à peine deux ans après la Conférence de Stockholm appelée rétrospectivement premier

Sommet de la Terre, le Parti communiste réunionnais publiait « le Plan de survie ».

« Plan de survie »

Parmi ses propositions, le PCR préconisait le développement des énergies renouvelables ainsi que la mise à contribution de la filière canne dans la recherche de solutions pour aller vers l'autonomie énergétique. Cette politique fut mise en application sous la direction de Paul Vergès au Port avec la transformation d'une ville située sur une plaine aride en commune où le taux d'espace vert par habitant est le plus élevé. La plantation de 500.000 arbres, notamment par les élèves des écoles, a permis de changer le paysage ainsi que les mentalités. Elle fut amplifiée à la Région sous la présidence de Paul Vergès. Ceci permit l'installation en quelques années de plus de 100.000 chauffe-eau solaires, et le rassemblement de nombreux acteurs autour d'un objectif : l'autonomie énergétique pour 2025.

M.M.

Profondes divergences entre Production locale réunie et le gouvernement, principal financeur public

Agroalimentaire : l'urgence de faire toute la transparence sur le « modèle de production vertueux »

Quatre jours après un communiqué du gouvernement annonçant le maintien pour la durée de la Convention canne de l'aide de 28 millions d'euros à la filière, et demandant aux acteurs concernés de faire des propositions d'ici juillet 2020 pour « bâtir un modèle agricole », des professionnels de l'agroalimentaire regroupés dans Production locale réunie ont réagi de manière assez virulente. Ils jugent que cette demande de l'État est une attaque contre le modèle actuel, qu'ils jugent « vertueux ». Pour éviter une crise de confiance avec le principal financeur public de l'agroalimentaire réunionnais, il est urgent de faire toute la transparence sur le « modèle de production vertueux » que Production locale réunie est prête à « améliorer » sans en changer le fond.

Le 18 juillet dernier, après plusieurs semaines d'incertitudes, le gouvernement annonçait la reconduction pour la filière canne de l'aide annuelle de 28 millions d'euros dans les conditions prévues par la Convention canne signée par l'État. Rappelons que la Convention canne s'applique jusqu'en 2021.

Le gouvernement demande que d'ici juillet 2020, les professionnels concernés sont invités à « s'engager à bâtir (...) un modèle agricole qui permette de relever les défis climatiques et sociétaux auxquels il doit faire face tout en tenant compte de l'évolution des tendances de marché ». Et de souligner au sujet de la canne à sucre : « l'accompagnement du-

nable par l'État de cette filière sera lié à la capacité qu'elle aura à s'adapter en construisant avec l'ensemble des acteurs des territoires concernés un projet global, soutenable dans le temps ».

Quatre jours plus tard, dans un communiqué publié hier, la Production locale réunie a donné sa position. Cette structure est composée des principaux acteurs de l'agroalimentaire à La Réunion dont les plus grandes coopératives et le Syndicat du sucre, qui aujourd'hui ne comprend plus qu'un seul producteur, Tereos.

La Production locale réunie avait voici plusieurs semaines tiré la sonnette d'alarme. L'incertitude autour du versement de l'aide de 28 millions d'euros à la filière canne était révélateur d'un changement de comportement du gouvernement, qui à la différence de ces prédécesseurs n'écoutait plus les représentants de l'agroalimentaire.

Réaction virulente

Cette stratégie souligne une chose : le lobby ne marche plus. Car jusqu'alors, les membres de Production locale réunie avait obtenu via notamment la FEDOM la satisfaction de leurs revendications.

Manifestement, le communiqué du gouvernement est mal perçu par Production locale réunie qui l'a fait savoir hier : « ce communiqué, qui constitue une forme de dénigrement du modèle de production vertueux bâti au prix

d'années d'efforts acharnés par les acteurs réunionnais a profondément heurté l'ensemble des membres de la Production Locale Réunion »

« Le communiqué de l'État passe complètement sous silence les réalités de notre modèle de développement, dont il renvoie, sans arguments, une image présentée comme dépassée. (...) Les acteurs de la production locale souhaitent solennellement rappeler, par la présente, la pertinence du modèle de développement agricole de La Réunion, et les résultats remarquables qu'il permet d'obtenir en termes de sécurité alimentaire, de développement durable et d'aménagement du territoire, d'emploi, de maintien d'un tissu de structures familiales et de prix juste pour le consommateur ».

Conclusion : « Les acteurs de la production locale sont bien entendu ouverts à échanger avec l'État sur les améliorations à apporter à ce modèle. Cependant, cette discussion devra s'établir sur des bases prenant en compte et reconnaissant le travail accompli au cours des trois dernières décennies par les différentes filières de notre territoire ainsi que les résultats obtenus afin de poursuivre la construction d'un modèle solide permettant d'affronter l'avenir ».

À qui bénéficie « le modèle de production vertueux » ?

Il est clair que deux logiques s'af-

frontent. D'un côté, Production locale réunie estime que le modèle actuel doit être au fond préservé pour être amélioré. D'un autre côté, le gouvernement ne partage pas cette analyse et met l'agroalimentaire réunionnais au pied du mur : il attend des propositions pour construire un autre modèle agricole.

Une telle divergence d'analyse ne peut que déboucher sur une crise de confiance entre le gouvernement, qui décide du versement des aides après validation par l'Union européenne, et Production locale réunie.

Dans ces conditions, il est nécessaire que toute la transparence soit faite sur « le modèle de production vertueux » mis en avant par les membres de Production locale réunie. Au travers de cette exigence de transparence figure notamment la part de chacun des acteurs (producteurs de matière première, transformateurs et négociants) dans le partage des richesses issues de ces filières qui bénéficient d'un important accompagnement public.

Seule cette transparence permettra d'éviter la crise de confiance, et de construire sur de bonnes bases un modèle « solide » selon Production locale réunie, ou « soutenable » selon le gouvernement.

M.M.

Le Groupe Bernard Hayot achète Score et Jumbo Score

Grande distribution : La Réunion n'est décidément pas un « petit marché »

Le rachat des hypermarchés et supermarchés du groupe Vindemia par le Groupe Bernard Hayot est une recomposition du marché de la grande distribution à La Réunion. Mais elle ne remet pas en cause un modèle jugé sévèrement par une étude réalisée pour l'Observatoire des prix, des marges et des revenus.

En mettant plus de 200 millions d'euros sur la table, le Groupe Bernard Hayot a pris le contrôle de Vindemia, filiale du groupe Casino. Cette acquisition permet au groupe antillais de consolider son implantation à La Réunion, ainsi que dans les pays de notre région, en faisant passer sous son pavillon les enseignes SCORE. Pour que GBH ne soit pas en position dominante, il cédera quatre hypermarchés à Make Distribution, filiale du Groupe Adrien Bellier connu pour ses activités dans la canne à sucre. Ils changeront d'enseigne.

Cette restructuration de la grande distribution à La Réunion rappelle tout d'abord que La Réunion n'est pas un « petit marché ». C'est au contraire un

marché suffisamment important pour que GBH n'hésite pas à mettre plus de 200 millions d'euros pour absorber Vindemia. Or, si ce marché est si important, c'est bien parce que les Réunionnais ont un pouvoir d'achat qui leur permet de consommer les marchandises vendues par ces magasins, à des prix plus élevés qu'en France.

Ensuite, GBH est déjà présent à La Réunion avec l'enseigne Carrefour notamment. Il est donc un acteur d'un modèle jugé « mortifère » par une étude commandée par l'Observatoire des prix, des marges et des revenus, au sujet du marché de la grande distribution alimentaire. Il n'y a donc aucun changement à attendre de son côté. Quant à l'acquéreur des 4 hypers que GBH doit céder, il dévoilera sa stratégie demain. Son objectif est-il de remettre en cause ce système qui tire ses marges les plus importantes de la pression sur les producteurs réunionnais, et des prix plus chers qu'en France payés par les consommateurs ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Dopi plann sirvi ziska zordi nou la fé in bonpé plan pou sèye dévlop nout péi.

La pa moiyn di non !

Dalone, dalon, zot i koné sète ané sa i fé soisant zané nout parti i égzis é an déor d'li mi pans pa d'ot parti – sinp port klé la plipar d'tan par raport bann parti La Frans-la toutan sousyé propoz dé shoz pou nout péi, é pou nout pèp. La plipar d'tan son prinsipal sousi, kan in problèm i poz, sé d'trouv in solisyon é la plipar d'tan lo méyèr posib.

Si tèlman son propozisyon lé bon, kan kisoï gouvènan, kisoï bann konsèye zénéral épi rézyonal la voulu alé kont son zidé zot rézilta la plipar d'tan lété lamantab. Mi vant pa, mé mi di lo sinp vérité. Si lé konmsa, lé konmsa é pa otroman.

Mi koné pa si zot i rapèl, sansa si zot i koné, l'ané 1975 dann in konféran éstraordinèr nout parti la propoz in plann sirvi : in plan konplé pou amenn nout péi dann shomin son dévlopman. Mé nou la pa arète la : nou la fé galman in plan konplé pou lo dévlopman an respékta l'anvironeman (EDDE)-kisa rantre zot i souvien lo PDA ? Lo PDr ? Kisa ankor i ansouvien lo plan Paul Vergès la travaye dosi dann tan li lété promyé vis-prézidan Camille Sudre lété prézidan.

Dopi 1959, nou la touzour fé konmsi, pou La Rényon, nou lété konm in gouvèrnman dann l'opozisyon é kan nou la partisip la majorité konsèye zénéral épi lo konsèye réjyonal nou la mète an pratik lo bann plan nou l'avé kalkil kan nou lété dann l'opozisyon. Sof, konm lo pouvoir la mank anou, néna bonpé zafèr nou la majiné mé nou la pa gingn lo droi pou apliké. Noré fali l'otonomi mé nou l'avé poin ; noré falu in vré dékolionizasyon mé sète-la nou l'avé poin.

Mé pétète zot va di amoin zot i ansouvien pa ! Zot i an souvien pa pars bann gran médyà la pa bate tanbour dsi bann lidé konmsa... zot té la zis pou galvodé. Si tèlman nou té souvan dé foi oblizé pou vanzé pou nout sinp libèrté pou kozé. Mi pans zot la antann parlé d'sa mé tout bann kamarad la mobilizé dann z'afèr konmsa zot i ansouvien sa bien.

Justin